

T.-D. Bouchard

# *L'Instruction Obligatoire*

Discours prononcé à l'Assemblée  
Législative par l'honorable  
T.-D. Bouchard, ministre de la  
voirie, le mardi, 4 mai 1943.



# *L'Instruction Obligatoire*

---

MONSIEUR L'ORATEUR:—

## **DEUX TABLEAUX DIFFERENTS**

Dans le débat qui se poursuit actuellement au sujet de l'instruction obligatoire ce qui frappe surtout l'attention d'un des plus anciens vétérans de la bataille, qui se terminera dans quelques heures par une victoire aussi éclatante que longtemps attendue, c'est l'aspect complètement différent de la chambre telle que je l'ai connue en 1912 et 1919 et telle que je la vois aujourd'hui. Autant la lutte des adversaires était violente et acerbe il y a vingt-cinq et trente ans, autant elle est molle et fade en 1943. Si peu y avait-il de partisans avoués de la loi à cette époque lointaine, si peu y a-t-il maintenant d'adversaires déclarés. En 1912, au lendemain des élections, nous étions à peine trois ou quatre à parler en faveur de l'obligation scolaire; en 1919, à la veille des élections, j'étais resté seul à me lever de mon siège pour prendre la défense de cette mesure pourtant aussi nécessaire à cette époque que de nos jours. En 1943, c'est l'inverse.

Les adversaires de la loi peuvent se compter sur les doigts de la main et tous ils se recrutent au sein du parti auquel on a donné un nom ronflant mais tout simplement pour cacher une politique vide de sens, si réellement ses membres voulaient servir l'intérêt national. Ceux qui parlent contre la loi semblent le faire parce que on leur en aurait imposé la tâche; leurs discours sont si peu convaincus que les gens se demandent s'ils sont d'un côté ou de l'autre. Les temps sont bien changés. En 1912 et en 1919 on n'avait aucune difficulté à savoir de quel côté se rangeaient ceux qui portaient la parole. Les arguments qu'on apportait contre l'obligation scolaire ne valaient guère mieux que ceux qu'on trouve dans la bouche des opposants actuels puisque, au fond, ce sont les mêmes mais, au moins, on paraissait y croire, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

### LE DEPUTE DE MATANE

L'orateur qui m'a le plus surpris c'est l'honorable député de Matane. C'est lui qui a fait le grand discours contre l'adoption de la loi. Le connaissant personnellement depuis plusieurs années, sachant qu'il compte parmi nos intellectuels canadiens-français, n'ignorant pas non plus qu'il passe pour un homme à idées larges chez nos compatriotes de langue anglaise, j'étais à cent lieues de croire que ce serait lui qui serait chargé d'attaquer une mesure aussi progressive que celle de l'instruction obligatoire. Je crois que son chef, qui aime parfois à se payer la tête des gens, a voulu lui jouer un mauvais tour avant la fin d'avril, mais au cours duquel il est permis de taquiner ses amis sans qu'ils ne tiennent trop compte du procédé qui, en d'autres temps, serait sujet à reproches. Espérons, dans tous les cas, que le discours de l'honorable député de Matane sera jugé plutôt comme une tâche qui lui a été imposée

par les petites exigences de la *grrrrande* politique de l'Union Nationale ou, mieux, par les grandes exigences de la petite politique, que comme un réquisitoire inspiré par une conviction profonde. Ainsi, il ne perdra pas tout-à-fait sa réputation d'intellectualité et d'homme progressif.

Il a senti, d'ailleurs, le danger qui le menaçait car, à un certain endroit de son discours, il a pris soin de déclarer que, sur la question du principe, il n'avait plus d'objections sérieuses pour ne pas l'accepter puisque la majorité des évêques s'était prononcé en faveur. C'était une façon de se protéger mais, — il y a un mais, — comme on est sur la deuxième lecture c'est sur le principe seulement du bill qu'on vote. Comment l'honorable député de Matane pourra-t-il être conséquent avec lui-même en se déclarant pour le principe et en votant contre ? Le député de Gaspé-Sud se conforme mieux aux règlements de la Chambre et à la raison; il a parlé contre certains aspects du bill, il tâchera de faire triompher ses vues au comité de la Chambre mais il votera en faveur du principe, en seconde lecture. Il ne veut pas s'exposer à compromettre à tout jamais sa réputation d'homme de progrès et il a grandement raison.

### **L'OBLIGATION SCOLAIRE, REFORME ESSENTIELLE**

Si on se représente le progrès sous l'image du chêne altier couvrant de l'ombre protectrice de son feuillage touffu les populations humaines, c'est l'instruction qui nous vient à l'esprit comme constituant le tronc soutenant les branches et les rameaux des réalisations dont découlent le bien-être, l'aisance et le bonheur de la société. De même, l'obligation scolaire est à la base de l'avancement de l'instruction et c'est ce qui fait que c'est une réforme fondamentale au progrès de notre province qui est proposée par le projet de loi actuellement soumis à cette Chambre.

On se demande pourquoi une réforme si recommandable par son ancienneté, par son universalité, par les bienfaits qu'elle a accomplis ailleurs, a tant retardé d'être adoptée dans notre province. A cela il y a plusieurs raisons. Après les avoir énumérées et les avoir expliquées succinctement pour justifier l'action du gouvernement, je reporterai le mérite de ce progrès sur ceux à qui il revient, pour les féliciter de la part qu'ils ont prise dans sa réalisation et faire connaître tout ce qu'on peut attendre de la continuation de leurs efforts.

### LOI ANCIENNE

L'instruction obligatoire n'est pas une mesure nouvelle dans le monde. Elle n'est pas aussi vieille que l'instruction elle-même, il est vrai, mais elle a un âge fort respectable. L'instruction exista d'abord mais pour le profit seulement des classes privilégiées. A l'origine de la civilisation on n'avait pas pour les classes moins aisées et les classes pauvres la sollicitude que nous leur attribuons avec justice aujourd'hui. On était loin de songer à les instruire en imposant l'instruction obligatoire. Au contraire, estimant que l'avancement intellectuel des masses pouvait mettre le sort des classes privilégiées en danger, on commença par prohiber l'instruction du peuple ; c'était alors l'ignorance obligatoire. Par exemple, en 1114, le Synode d'Esxtergom, en Hongrie, faisait la défense expresse d'instruire les enfants du peuple. Les temps marchèrent mais bien lentement en raison des ténèbres de l'ignorance qui enveloppaient alors la grande masse de l'humanité, quelques privilégiés seulement bénéficiant des lumières de l'instruction de l'époque, lumières restées faibles précisément parce qu'une infime minorité seulement pouvait en profiter. Néanmoins, en France, notre vieille mère-patrie d'origine toujours aimée malgré

ses malheurs récents, aux Etats d'Orléans, en 1560, la noblesse demandait, à sa grande gloire, que les pères et les mères fussent tenus sous peine d'amende d'envoyer leurs enfants à l'école et y fussent contraints par les seigneurs et juges ordinaires. Dès cette époque les hommes aimant le petit peuple ne paraissaient, donc, pas craindre l'école par la gendarmerie tout autant que le progressif député de Labelle, l'ancien secrétaire provincial de la grande union nationale et, d'après le chef de l'opposition actuelle, le plus grand des secrétaires provinciaux depuis la Confédération.

Sous Louis XIV et sous Louis XV alors que le clergé catholique avait la haute main sur l'enseignement français la fréquentation obligatoire des écoles a été établie par les articles 9 et 10 de l'ordonnance No. 1661, publiée en décembre 1698, et par la déclaration No 303, publiée à Versailles le 14 mai 1724.

Voici un extrait de l'article 10 de l'ordonnance de 1698 :

“10. — Enjoignons à tous les pères et mères, tuteurs et autres personnes qui sont chargés de l'éducation des enfants, et nommément de ceux dont les pères et mères ont fait profession de ladite religion prétendue réformée, de les envoyer aux dites écoles et aux catéchismes jusqu'à l'âge de quatorze ans, si ce n'est que ce soit des personnes de telle condition qu'elles puissent et qu'elles doivent les faire instruire chez eux par des précepteurs bien instruits de la religion, et de bonnes moeurs ou les envoyer aux collèges.”

C'est en somme notre loi en projet, 245 ans auparavant, avec la seule différence que les catholiques peuvent aller aux écoles catholiques et les protestants aux écoles protestantes. Les catholiques du temps

de Louis XIV n'avaient donc pas les frayeurs du député de Labelle au sujet de la gendarmerie conduisant les enfants à l'école. Un extrait de la déclaration du 14 mai 1724 nous fait voir que les catholiques du temps de Louis XV avaient déjà, eux aussi, sous ce rapport, des idées plus avancées que l'ancien secrétaire provincial. En effet l'article 7 se lit comme suit :

“7. — Pour assurer encore plus l'exécution  
“de l'article précédent, voulons que nos procu-  
“reurs, et ceux des sieurs hauts-justiciers se fas-  
“sent remettre tous les mois par les curés, vicai-  
“res, maîtres ou maîtresses d'écoles, ou autres  
“qu'ils chargeront de ce soin, un état exact de  
“tous les enfants qui n'iront pas aux écoles ou  
“aux catéchismes et instructions, de leurs noms,  
“âges, sexes, et des noms de leurs pères et mères,  
“pour faire ensuite les poursuites nécessaires,  
“contre les pères et mères, tuteurs ou curateurs,  
“ou autres chargés de leur éducation, et qu'ils  
“aient soin de rendre compte au moins tous les  
“six mois, à nos procureurs-généraux, chacun  
“dans leur ressort, des diligences qu'ils auront  
“faites à cet égard, pour recevoir d'eux les or-  
“dres et les instructions nécessaires.”

### LOI CATHOLIQUE

Le principe de l'instruction obligatoire a donc le mérite de l'ancienneté et de la catholicité. Réjouissons-nous, que ce soit la France qui, avec l'Ecosse aient été les premiers pays à reconnaître l'importance de l'instruction obligatoire. Il est malheureux pour notre ancienne mère-patrie que des querelles de religion soient venues, plus tard, supprimer temporairement l'instruction obligatoire; ce sont les craintes inspirées par ces querelles malen-



contreusement transportées ici par des esprits par trop timorés et paraissant avoir oublié que nous avons toujours joui ici de l'avantage des écoles religieuses, qui ont été, en grande partie, la cause de notre retard à adopter l'instruction obligatoire.

Je n'ai pas l'intention de revenir sur les arguments de base qui ont été si bien exposés par l'honorable secrétaire provincial, pour justifier l'instruction obligatoire; le droit de l'enfant d'obtenir de la société le minimum d'instruction nécessaire, le devoir du père de famille de lui procurer cette instruction suffisante, l'obligation de l'état d'intervenir pour protéger l'enfant, futur citoyen, contre l'indifférence ou la négligence coupable des parents, tout cela a été clairement établi par le parrain du projet de loi et par ceux qui l'ont appuyé jusqu'ici dans cette Chambre. D'ailleurs, les adversaires eux-mêmes du projet ne semblent pas les contester. Ils se bornent plutôt à tenter de prouver que les lois de même nature ont été inefficaces dans les pays qui les ont adoptées et ils ont surtout critiqué certaines dispositions de ces lois et certains aspects de leur application qui les rendraient inopérantes et inutiles.

### **UNIVERSALITE DE L'OBLIGATION SCOLAIRE**

Dans mes classes de philosophie, sur les dernières années de mes études secondaires, on donnait comme une des preuves les plus convaincantes de la certitude d'une proposition, l'universalité de son acceptation par les peuples civilisés. S'il est un principe qui est universellement reconnu par le monde moderne, c'est bien celui de l'instruction obligatoire.

Toutes les religions chrétiennes non seulement l'admettent mais le préconisent. J'ai parlé tout à l'heure de sa catholicité et j'ai employé ce terme dans son acception de désignation de la religion à laquelle appartient la très grande majorité de notre popula-

tion. Non seulement notre religion a favorisé l'instruction obligatoire à son origine, il y a deux siècles et demi, mais je pourrais vous citer sur ce point des centaines et des centaines d'opinions de nos plus grands théologiens de l'époque contemporaine qui reconnaissent à l'état le droit d'intervenir pour protéger l'enfant et la société elle-même contre l'analfabétisme ou l'insuffisance de l'instruction et qui même lui en font un devoir.

Je me bornerai à ne donner sur ce point que deux courtes citations. Le Père Sertilanges membre de l'Institut de France et un grand théologien déclare: "L'Etat est dans son droit lorsqu'il supplée aux négligences des parents par l'obligation scolaire". Mgr Ireland, archevêque de Saint-Paul, Minnesota, écrivait à ce sujet: "Sous aucune réserve je suis en faveur des lois d'état décrétant l'instruction obligatoire; l'instruction est si nécessaire au citoyen et pour lui-même et pour la société, que les parents qui négligent de faire instruire leurs enfants péchent contre l'enfant et contre la société et devraient être punis par l'état."

L'instruction obligatoire est aussi très catholique si l'on emploie ce terme dans son acception la plus large, dans son sens étymologique, c'est-à-dire comme signifiant *chez tous les peuples*. Toutes les nations civilisées, sans aucune exception que je connaisse, ont des lois d'instruction obligatoire. J'avais été quelque peu surpris d'entendre mentionner en cette Chambre qu'il y avait trois ou quatre pays d'importance relative qui n'avaient pas encore le bénéfice de ces lois mais le secrétaire provincial est venu remettre les choses au point en affirmant que cette déclaration avait procédé d'une erreur d'information. La province de Québec est donc le seul pays privé d'une loi d'instruction obligatoire: cette ano-

malie va enfin être corrigée par la Législature avec l'approbation du Conseil de l'Instruction Publique.

### **CAUSE DU RETARD DE SON ADOPTION ICI**

En face de cette constatation il y a certainement lieu de se demander quelles ont été les causes de ce retard si étrange dans un pays nouveau comme le nôtre et situé sur un continent aussi progressif que celui de l'Amérique du Nord. Ceci me permettra en même temps de faire un bref historique de la question et de répondre, incidemment, à certaines objections faites par nos amis de la gauche pour tâcher de justifier leur attitude.

### **HISTORIQUE DE LA QUESTION**

En 1880, au début de l'année, le cabinet Jules Ferry déposait son fameux projet de loi sur l'enseignement; il comprenait des clauses décrétant l'obligation scolaire pour les enfants âgés de six à treize ans. Le débat ne commença que le 4 décembre 1880 au cours d'une agitation assez mouvementée de l'opinion publique car cette loi ne comprenait pas seulement l'obligation scolaire mais aussi la laïcité des écoles publiques. Jules Simon était alors une des têtes dirigeantes du Sénat français et il fit rejeter certaines parties du projet de loi Ferry. Après les élections de 1881 il fut discuté tel qu'amendé par le sénat et adopté sous le deuxième ministère Jules Ferry et promulgué finalement le 28 mars 1882.

L'agitation qui se produisit en France sur l'instruction publique eut sa répercussion dans notre province de langue française. Les hommes publics qui favorisaient notre progrès sous toutes ses formes et qui comprenaient que la négligence entourant, dans le temps, l'instruction populaire était la principale pierre d'achoppement dans le chemin de notre avancement intellectuel et matériel, commencèrent une

vigoureuse campagne pour promouvoir l'instruction des masses et, sans accepter la laïcité ni la neutralité de l'enseignement, ils réclamèrent l'obligation scolaire. Je suis né à cette époque et mon père était le commissionnaire d'un des plus valeureux champion des masses populaires auquel on attribua plus tard le titre mérité du père de l'instruction du peuple de sa province dont il devint subséquemment premier-ministre, Honoré Mercier.

### **HONORE MERCIER A LA CONVENTION LIBERALE DE 1881**

A la convention libérale du 29 mars 1881 Honoré Mercier, ancien député du comté de Saint-Hyacinthe, disait :

“Je me contenterai de vous dire que le parti libéral a une grande et noble mission à remplir dans ce pays; celle d'instruire le peuple, de l'instruire pour le rendre meilleur et libre. Les lumières de l'instruction font disparaître le fanatisme et les préjugés et dans un pays comme le nôtre où le corps électoral est appelé à décider des questions si graves, il faut songer à éclairer les masses par un vaste système d'instruction primaire, mise à la portée de tous, pour le profit de tous.

“La cause de l'instruction est la grande cause populaire; c'est celle de nos institutions politiques; c'est la cause nationale par excellence. Pour moi je ne l'examine jamais sans me sentir ému jusqu'aux larmes, en voyant si peu d'efforts faits pour le triomphe d'une si noble cause.

“Répandre l'instruction primaire, la faire pénétrer dans nos campagnes les plus reculées, vaincre la résistance ou l'indifférence à proclamer l'obligation de la fréquentation des écoles dans certaines conditions, voilà quel est le premier devoir de nos législateurs.”

C'est bien là l'approbation d'une loi d'obligation scolaire, approbation peut-être un peu timide, il est vrai; mais. il faut se rappeler que ce discours était prononcé il y a soixante et deux ans et alors que les journaux réactionnaires de France et la presse ultramontaine de notre province mélaient à dessein la neutralité et la laïcité de l'enseignement avec la simple obligation d'instruction.

### **QUERELLES DE FRANCE TRANSPORTEES ICI**

Le chiendent des querelles politiques et religieuses de France fut transplanté sur les bords du Saint-Laurent et cette mauvaise herbe eut tôt fait d'étouffer les bonnes semences de la raison; il en a pris soixante ans pour en nettoyer le champ de l'opinion publique.

Il est regrettable que ceux qui croyaient, de 1881 à 1900, comme les législateurs de Hongrie de l'an 1114, que c'était un mal que d'instruire les gens des classes pauvres et que l'instruction ne pouvait être utile que pour les classes privilégiées, aient réussi à maintenir cette confusion entre le système français et le nôtre. C'est ce qui leur a permis d'empêcher l'obligation scolaire d'être inscrite dans nos statuts et qui a privé les fils de notre race du levier le plus puissant dont ils avaient besoin pour relever notre niveau intellectuel et économique. On a oublié qu'en forçant nos enfants à fréquenter nos écoles on les obligeait tout simplement à bénéficier d'une éducation religieuse et d'une instruction catholique. On a agi tout comme si nos écoles eussent été neutres comme celles de France et, pour avoir confondu le caractère des unes avec celui des autres, on a considérablement retardé l'avancement de l'instruction du peuple.

### **CRITIQUES MAL INTERPRETEES**

L'honorable député de Matane a prétendu que

la loi d'obligation n'avait donné aucun résultat pratique en France, ni ailleurs, et il a cité diverses opinions de personnes en vedette dans le monde politique et éducationnel. Si on se reporte à ces opinions on découvre qu'elles ne font que critiquer, rien de plus, l'application de la loi et qu'aucune ne tend à recommander son rappel. La plupart, d'ailleurs, n'ont été faites que pour blâmer les divers gouvernements de ne pas avoir été assez sévères pour sa mise en force.

### RESULTATS PROBANTS

Quant à ce qui concerne le résultat de la loi française de 1882 je rappellerai les constatations d'Elisée Raclus. Ce grand géographe français a démontré qu'en 1878 il y avait dans son pays 25% des hommes et 40% des femmes qui étaient illettrés. En 1921 cette proportion était baissée à 6.9% pour les hommes et à 9.3% pour les femmes. Voilà des statistiques éloquentes démontrant que le progrès de l'enseignement par l'obligation n'est pas un simple mythe.

Et, maintenant, je cite Gabriel Hanetaux dans son Histoire de la France Contemporaine, volume 4, page 614. Parlant de la loi de 1882 il écrit: "Il y a eu accroissement de 851,000 élèves en 28 ans; 96.5% des conscrits sachant écrire leur nom au lieu de 85% en 1877; 96.1% des époux et 94.1% des épouses savaient écrire leur nom en 1901 au lieu de 81.5% des époux et 70% des épouses en 1877."

### CRITIQUE DE L'APPLICATION MAIS NON DE LA LOI

Il y a donc eu un progrès considérable en France en dépit de ce qu'en peut prétendre l'honorable député de Matane. Notre collègue a cité des déclarations de M. Edouard Herriot, d'Aristide Briand et de Ferdinand Buisson pour tenter de prouver que

les lois de 1882 étaient demeurées entièrement inefficaces. Il a oublié de dire qu'à toutes les époques de leur vie ces Français distingués ont été pour l'instruction obligatoire, qu'Edouard Herriot s'est plaint non pas de l'existence de cette loi mais tout simplement du fait qu'elle n'édicte pas des mesures de contrainte assez sévères; qu'Aristide Briand, d'après M. Ferdinand Buisson lui-même, dans son Nouveau Dictionnaire de Pédagogie, alors qu'il était ministre de l'instruction publique en 1907, déposa concurremment avec M. Pozzi, un projet d'amélioration de la loi d'obligation. Commentant la loi qui fut adoptée à la suite de ces projets voici ce qu'il écrit au sujet de l'obligation scolaire: "Quant aux moyens répressifs "édictees par la loi de 1882, le projet simplifie considérablement la procédure, et il prévoit expressément l'application de l'article 479 du code pénal "(cinq jours de prison) à la troisième récidive; il "n'autorise l'admission à l'examen du certificat d'études qu'après l'âge de douze ans révolus, et supprime la dispense du temps de scolarité obligatoire "accordée par la loi de 1882 aux enfants qui avaient "obtenu le certificat; enfin il interdit, aux patrons "et employeurs, d'employer, de façon à nuire à la "fréquentation scolaire les enfants âgés de moins de "treize ans, eussent-ils obtenu le certificat d'études".

Il serait étrange que les auteurs et les louangeurs de pareils amendements soient contre la loi d'obligation scolaire, même si pour les faire adopter ils ont été obligés de critiquer l'application de la loi à amender. C'est pourtant sur leurs témoignages, évidemment mal interprétés, que le député de Matane veut étayer ses arguments. Il n'est pas étonnant que ces témoignages soient si peu convaincants et que celui qui les apporte, paraisse, lui-même, si peu convaincu.

## LA TEMPORISATION ET SON INEFFICACITE

Le député de Matane, à l'instar de tous les conservateurs n'ayant pas réussi à marcher avec leur siècle, est partisan de la temporisation. "Il ne faut "pas aller trop vite", dit-il, "essayons tous les moyens de persuasion avant d'adopter la contrainte." Ainsi parlaient ses ancêtres politiques de 1882, de 1892, de 1912 et de 1919. Il y a soixante ans au delà que nous entendons la même chanson et que nous avons à nous plaindre des mêmes résultats dans la désertion de nos écoles.

## M. MAGNAN ET LA DESERTION DES ECOLES

En 1912, lors de ma première session comme député de Saint-Hyacinthe, je faisais un discours pour prôner l'instruction obligatoire parce que, suivant moi les mesures de persuasions recommandées par les adversaires de ce projet ne donnaient pas de résultats pratiques. Une foule de nos enfants n'allaient jamais à l'école et l'immense majorité de ceux qui les fréquentaient les abandonnaient avant d'avoir reçu une instruction primaire suffisante. En 1913, dans le mois d'octobre c'est-à-dire il y aura bientôt trente ans, M. C.-J. Magnan, lui-même, qui devait quelques années plus tard me faire une guerre formidable sur la même question, déclarait à la convention des commissaires d'écoles de Longueuil, que dans certains districts plus que les neuf dixièmes des élèves quittaient l'école avant l'âge de quatorze ans. En 1919 je me plaignais encore de la désertion précoce de nos écoles et je le prouvais à l'aide de textes, de rapports et de discours de M. Magnan, lui-même, dont les chiffres étaient corroborés par M. Marquis, alors directeur du bureau des statistiques de la province. Après avoir donné le pourcentage de fréquentation de l'école et de l'assiduité de cette fréquentation, j'ajoutais: "Il est, donc, manifeste que nos en-



“fants laissent l'école avant l'âge de quatorze ans, en  
“trop grand nombre, et nous avons raison de croire  
“qu'il est temps que le conseil de l'instruction publi-  
“que remédie à ce mal en décrétant l'instruction  
“obligatoire.”

### **LA VRAIE OPINION DE DEUX GRANDS EDUCATEURS**

Mon collègue de Matane a cité dans son discours, pour prouver certains de ses allégués, M. Edouard Montpetit, de l'Université de Montréal, et M. Victor Doré le surintendant actuel de l'instruction publique. En voilà certes deux qui sont loin d'être contre l'instruction obligatoire. Ils en sont et ils n'ont pas craint d'en avoir été, de tout temps, des protagonistes. Ce sont de grands éducateurs et le député de Matane ne devrait pas simplement s'appuyer sur leur opinion en matières secondaires mais il devrait le faire aussi sur un sujet de l'importance nationale de la loi qui occupe actuellement l'attention de cette Chambre. En 1919, M. Edouard Montpetit signait, un des premiers, la requête des cent grands Canadiens français priant Monseigneur Bruchési, le regretté Archevêque de Montréal, de faire approuver par le Conseil de l'Instruction Publique une loi d'obligation scolaire. Ces Canadiens français distingués se plaignaient, comme moi, de la désertion hâtive de l'école et voulaient faire appliquer le remède qui s'imposait et qu'on avait d'ailleurs employé alors dans presque tous les pays civilisés.

### **QUELQUES CHAMPIONS CONTRE L'OBLIGATION SCOLAIRE**

La requête n'eut pas de suites pratiques. Les autorités du temps préférèrent suivre l'opinion d'une pétition venant d'une paroisse des fins-fonds de la province et recommandant la persuasion pour encourager la fréquentation de l'école, comme le fait

encore le député de Matane; cette pétition mémorable était l'opinion d'une quarantaine de paroissiens dont trente avaient authentiqué leur signature par une croix faite vis-à-vis leurs noms parce qu'ils ne savaient pas écrire. Voilà un document qui a mérité de passer à la postérité et qui restera la *Magna Charta* du grand parti de l'Union Nationale sur la question de l'instruction publique.

### PLUS ÇA VA PLUS C'EST LA MEME CHOSE

Et M. Victor Doré, que dit-il de la situation de la fréquentation scolaire après une nouvelle période de vingt-cinq ans environ de la continuation du doux régime de la persuasion existant déjà depuis 1882, année où pour la première fois il fut question d'obligation dans notre province ? Il n'y avait encore rien de changé dans le mal existant depuis soixante ans. Écoutons-le, car c'est une autorité citée à juste titre par le bras gauche du chef de l'Union Nationale.

Voici ce que cet éminent éducateur, cet excellent serviteur de ses compatriotes, écrivait à la page XVII de son rapport sur l'état de l'instruction publique dans la province de Québec, pour l'année 1939-40 :

### “UN PROBLEME ANGOISSANT”

“A la demande de la Commission des Finances  
“et de Législation, instituée par le Comité catho-  
“que, le département a fait enquête sur la fréquen-  
“tation scolaire des enfants de 7 à 13 ans inclusive-  
“ment. Les conclusions de cette enquête ne sont  
“pas définitives, mais les faits connus jusqu'ici sont  
“des plus inquiétants. Non seulement des milliers  
“d'enfants de 7 à 13 ans n'apparaissent pas au jour-  
“nal d'appel, mais un grand nombre de ceux qui  
“s'inscrivent fréquentent l'école de façon très irrè-  
“gulière. Dès la 5ième année, la désertion de l'école  
“commence et elle s'accroît de plus en plus en me-

“sure que l'on monte les degrés du cours primaire.

“Pour se rendre bien compte de cette défection, il suffit de jeter un coup d'oeil sur la progression décroissante que forment les chiffres de l'inscription scolaire, de la 4<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> année. Alors qu'en 4<sup>e</sup> année, celle-ci se totalise à 90,000 environ, elle tombe successivement à 81,000 en 5<sup>e</sup> année, à 53,000 en 6<sup>e</sup> et à 33,000 en 7<sup>e</sup>. N'est-ce pas navrant ? N'est-ce pas une véritable désagrégation ? Je veux bien concéder qu'en quittant l'école publique un certain contingent est allé grossir les rangs d'autres institutions, mais les statistiques recueillies par nos inspecteurs démontrent clairement que ce contingent ne représente qu'au plus 20% de ceux qui ont rompu avec l'école municipale. Que deviennent les autres ? Troublant point d'interrogation.

“Si l'on considère en outre que ceux qui restent à l'école perdent en moyenne une journée sur cinq, il n'y a pas lieu de s'étonner des difficultés qu'on éprouve à parcourir le programme année par année. La fréquentation irrégulière et désertion prématurée de l'école ont de multiples causes, tant dans les villes que dans la campagne. La pauvreté qui règne dans un très grand nombre de foyers urbains en est une. A la campagne, les enfants de tout âge sont retenus à la maison à l'époque des semailles et des moissons ; c'est ce qui les retarde dans leurs études et ne laisse pas de les en dérouter. Mais c'est l'apathie des parents qu'il importe de vaincre avec le temps. En effet, c'est en vain qu'on s'applique-ra à simplifier le cours d'études, c'est en vain qu'on s'efforcera d'améliorer le personnel enseignant si les parents ne se montrent pas plus soucieux de leurs responsabilités et plus respectueux des droits de leurs enfants en matière d'éducation. Je crois que le moment est venu de poser cette question bien franchement devant la conscience publique.”

## **PLAINTES DE 1912 ET 1919 JUSTIFIEES**

En 1919, en proposant que la Chambre accueille favorablement la requête en faveur de l'instruction obligatoire présentée à Mgr Bruchési je me plaignais de nouveau et officiellement en ma qualité de député, après l'avoir déjà fait en 1912, de la mauvaise fréquentation de nos écoles et de la triste figure que notre province montrait sous ce rapport lorsqu'elle était honnêtement comparée avec les autres provinces et les autres pays. On admettra que la situation ne devait pas être meilleure il y a vingt-cinq et trente ans qu'elle ne l'est aujourd'hui, puisque le régime a toujours été le même et qu'en ce dernier quart de siècle les partisans de la persuasion ont fait tout ce qui était en leur possible pour améliorer la présence et l'assiduité à l'école. Le rapport de M. Victor Doré et l'action du Conseil de l'Instruction Publique prouvent avec évidence que j'étais pleinement justifié de le faire et on s'expliquera difficilement les avanies dont j'ai été l'objet, dans le temps, pour avoir réclamé une réforme aujourd'hui acceptée à la presque unanimité de ceux qui placent l'intérêt intellectuel et économique de la nation avant la mesquine partisanerie politique, réforme aussi nécessaire en 1912 et 1919 qu'elle l'est en 1943.

## **UN BALLON POLITIQUE**

Et pour être juste envers ceux qui hésitèrent à l'adopter avant aujourd'hui et dont plusieurs sont disparus de la scène de ce monde, je veux parler des Conseillers de l'instruction publique, je n'hésite pas à dire qu'il ne faut pas les tenir complètement responsables de leur attitude dans le passé. L'instruction obligatoire a été depuis cinquante ans et elle reste encore un ballon politique dont les diverses oppositions qui se sont succédées au cours de cette époque

ont voulu se servir pour tenter d'accroître leur popularité. C'est une loi de contrainte, loi certainement au bénéfice de la masse, mais blessant ceux qui négligent, par simple indifférence ou par coupable intérêt pécunier, de donner à leurs enfants le minimum d'instruction auquel ils ont droit pour remplir convenablement leur rôle de futurs citoyens. Profiter de l'état d'âme de ceux qui se voient atteints par une loi qui ne fait, en somme, que leur rappeler leurs devoirs de chefs de famille, ce n'est certes pas noble mais la petite politique a beaucoup de ces exigences difficiles à comprendre pour ceux qui placent l'intérêt de leur pays avant celui du parti politique auquel ils ont donné honnêtement leur allégeance.

Si la question de l'obligation scolaire eut été laissée complètement en dehors de la politique il y a longtemps que nous en aurions eu les bénéfices mais le parti au pouvoir ne voulant pas s'exposer à la vindicte d'un électorat non suffisamment préparé, du moins en apparence, à accepter une pareille réforme, et d'une population surchauffée par les appels de l'opposition aux préjugés religieux de toute nature a refusé de se laisser convaincre par les seuls arguments des réformateurs ne représentant pas officiellement la majorité des corps intéressés directement à la haute gouverne de notre enseignement public. C'est ce qui explique, en grande partie, la longue attente de ceux qui connaissaient la situation réelle de notre instruction populaire sous le rapport de la fréquentation scolaire. Pendant que le jeu de la politique se poursuivait pour le bénéfice de ceux qui en profitaient nos enfants continuaient à désertir l'école et notre avancement intellectuel et économique continuait à en souffrir.

#### **LES AUTORITES MIEUX INFORMÉES**

Vint un gouvernement décidé à faire son devoir

envers la nation, advienne que pourra, résolu de connaître si on pouvait justifier notre province d'être la seule dans le monde civilisé à ne pas avoir dans ses statuts une loi d'obligation scolaire, décidé de se rendre compte si le Conseil de l'Instruction Publique qu'il savait bien disposé à nous donner le meilleur système d'enseignement possible était mis en possession des faits réels et des statistiques véridiques sur lesquelles on s'était basé jusqu'ici pour maintenir le régime de la simple persuasion devant assurer une assiduité suffisante dans nos écoles primaires. La haute direction du personnel laïque du département de l'instruction publique fut changée et un éducateur de carrière ayant fait sa marque dans la sphère spéciale de ses activités fut appelé à aviser le gouvernement et le Conseil de l'Instruction Publique sur la situation véritable de notre enseignement et sur les matières ne relevant pas particulièrement de la compétence des autorités religieuses.

Monsieur Victor Doré a pleinement rempli sa tâche. Il a organisé son personnel de façon à connaître parfaitement la vérité au sujet de toutes choses concernant le progrès ou le retard de notre enseignement sans s'occuper si ce qui serait constaté heurterait telle ou telle opinion sur un système ou un autre ou viendrait la confirmer. Il a recherché la vérité pour la vérité elle-même et il faut l'en féliciter. Heureux sont les administrateurs des institutions publiques qui sont servis par un personnel consciencieux, désireux de promouvoir le bien de la masse et ne craignant pas de mettre le doigt dans la plaie quand mal il y a sans se soucier si cette action plaira ou ne plaira pas à ceux à qui est indiqué le foyer d'infection qui peut faire périr le corps tout entier.

### **L'OEUVRE NEFASTE DES FLAGORNEURS**

Si, dans le passé, les principaux officiers du dé-

partement ne s'étaient pas ingénié à vouloir faire voir midi à quatorze heures aux membres du Conseil de l'Instruction Publique, aux chefs du gouvernement et à notre population, au sujet de ce qui se passait réellement dans nos écoles primaires il y a longtemps que la majorité de nos évêques aurait prié le gouvernement d'adopter l'obligation scolaire. C'est pourquoi je disais, tout-à-l'heure, qu'il ne faut pas tenir les membres de ce corps distingué, ni les chefs des divers ministères qui se sont succédés, trop responsables du retard dans la présentation de la loi qui nous occupe. De prétendus experts en chiffres et en matières d'enseignement, évidemment plus qualifiés comme adulateurs et comme flagorneurs que comme éducateurs, proclamaient à venir jusqu'à ces derniers temps de tous bords et de tous côtés que la province de Québec tenait les premiers rangs sous le rapport de la fréquentation de l'école et sous celui de l'assiduité aux classes. En 1919, en présence de la sensation que firent les déclarations du député de Saint-Hyacinthe, on publia dans les journaux que le département de l'Instruction Publique ferait une enquête pour établir si j'avais raison.

### **LES MORTS FREQUENTAIENT NOS ECOLES**

J'avais par exemple, démontré, documents publics en mains, que nos statistiques étaient tellement peu véridiques qu'elles établissaient en 1913-14 qu'il y avait 151,276 filles de 7 à 14 ans dans les registres de présence scolaire alors que le recensement, d'après le rapport de l'instruction publique de la même année, n'en trouvait que 148,427 dans la province. Je faisais voir que dans plusieurs districts nous avions plus d'élèves de cinq à seize ans qui apparaissaient fréquenter nos écoles qu'il n'y avait d'enfants du même âge dans ces arrondissements. Par conséquent, il n'y avait pas à s'étonner que nous soyons, dans le

temps, à la tête de tous les pays du monde pour la fréquentation scolaire puisque, évidemment, les morts mêmes fréquentaient nos écoles, le nombre des vivants étant inférieur aux élèves enregistrés.

Il y avait, donc, lieu d'instituer une enquête pour savoir comment on s'y prenait pour faire sortir ainsi du cimetière les morts à un âge précoce. En 1919, il y eut une élection et on me fit une guerre de corsaire pour débarrasser la Chambre d'un membre encombrant qui empêchait les employés supérieurs du département de l'instruction publique de dormir paisibles fantômes de dormir paisiblement. On trouva un traître dans le parti libéral pour me faire la lutte. On soudoya les chefs locaux du parti conservateur et on avait trouvé les argents nécessaires à l'achat de toutes les consciences qui étaient à vendre comme il fut prouvé lors du procès qui se termina par l'annulation de l'élection. Je fus défait mais le député des purs prit deux ans plus tard le chemin du pénitencier pour avoir emprunté une centaine de mille dollars de ses clients sans leur consentement; la plus grande partie de cette somme avait été employée pour défaire celui dont le principal crime avait été d'approuver trente ans d'avance une loi qui vient d'être recommandée par la très grande majorité des évêques. Evidemment le rôle de précurseur a ses mauvais côtés.

### ENQUETE ETOUFFEE

Je n'entendis plus parler de la fameuse enquête. Récemment je m'en suis informé. On m'a répondu que tout ce qu'on avait pu trouvé jusqu'à date c'était une déclaration vague de Sir Thomas Chapais, un vrai *Laudator temporis acti* à l'effet que c'était M. Magnan qui avait raison et non le député de Saint-Hyacinthe. Ca ne m'a pas surpris. Les faits maintenant révélés prouvent, cependant, que je n'avais



pas tort puisqu'ils ont décidé le conseil de l'Instruction Publique à agir dans le sens que je recommandais en 1919.

### UNE LECON AU CLERGE CATHOLIQUE

L'ex-secrétaire provincial a terminé son discours en voulant faire la leçon à nos évêques, prêtres et religieux de la province. "Que le clergé, a-t-il dit, se défie des conséquences de cette loi." Il me permettra de lui dire que je crois les évêques de la province plus qualifiés que lui pour faire des recommandations au point de vue religieux, sur cette question comme sur toutes les autres.

Pour faire connaître les hautes personnalités de l'épiscopat qui appuient l'instruction obligatoire, je citerai ce que disait l'honorable sénateur Prévost, un vétéran du progrès scolaire dans notre province et un membre distingué du Conseil de l'Instruction Publique, à sa séance mémorable du 17 décembre 1942 :

"La loi ne touchera que les parents égoïstes ou négligents. Ceux qui font leur devoir n'ont rien à craindre. On a fait l'essai d'autres moyens dans le passé. Quels résultats ont-ils donnés ? Aujourd'hui c'est Son Eminence le Cardinal Villeneuve, c'est Son Excellence Monseigneur Vachon, archevêque d'Ottawa, c'est Son Excellence Monseigneur Charbonneau, archevêque de Montréal, qui, avec M. le Surintendant, proposent la fréquentation scolaire obligatoire. Ils sont appuyés par Son Excellence Monseigneur Papineau, évêque de Joliette, Son Excellence Monseigneur Forget, évêque de Saint-Jean; Son Excellence Monseigneur Desranleau, évêque de Sherbrooke; Son Excellence Monseigneur Lafortune, évêque de Nicolet, en même temps que par plusieurs autres membres figurant au nombre des éducateurs les mieux avertis de cette Province. "Pourquoi hésiter plus longtemps ?"

## L'OPINION DE DEUX CHEFS DE NOTRE EPISCOPAT

Et maintenant voici l'opinion de Son Eminence le Cardinal Villeneuve, telle que rapportée à la page 15 du procès-verbal imprimé de la séance que je viens de mentionner :

“Or les enquêtes paraissent révéler qu’il y a, “parmi nous, une multitude d’enfants qui sont actuellement privés du bienfait de l’instruction, pour “diverses causes : pauvreté, négligence ou insouciance des parents, besoins de la famille et autres. La “loi d’obligation scolaire ne règlera certes point tous “ces problèmes ; personne n’a la naïveté d’y voir une “panacée ; mais la loi projetée, avec d’ailleurs tous “les tempéraments qu’elle comporte, fournira l’occasion d’étudier le mal plus à fond et d’intervenir “par les moyens les mieux appropriés.”

Son Excellence Monseigneur Charbonneau, l’Archevêque de Montréal dont la grande sollicitude pour les classes moyennes et les classes pauvres est bien connue de tous, s’est rangé, lui aussi, du côté des partisans de cette réforme et son opinion, telle que rapportée au même procès-verbal, devrait être méditée par tous :

“Son Excellence Monseigneur Charbonneau, “archevêque de Montréal, dit que d’après les enquêtes faites par la J.O.C., ce sont les enfants qui vont “à l’école qui fournissent les meilleurs chrétiens. Il “n’a donc pas peur de l’instruction obligatoire. “L’objet premier de toute loi est d’être l’éducatrice “du peuple. L’obligation scolaire amènera les parents à mieux comprendre leurs devoirs. L’Etat à “le droit d’exiger un minimum d’instruction pour “tout enfant. Pourquoi ne le dirait-il pas ? La loi “ne sera pas parfaite au début, mais elle aidera à “découvrir les cas d’indigence ou d’insouciance et à

“y porter remède. Pour sa part, il voit dans la fréquentation scolaire une garantie de fidélité religieuse et il appuie avec plaisir la proposition de l’honorable sénateur Prévost touchant l’approbation du rapport actuellement à l’étude.”

En face de ces attitudes éloquentes de membres éminents de notre épiscopat, le clergé de la province n’a donc pas lieu de trop s’émouvoir des admonestations de l’honorable député de Labelle, ni des mises en garde timorées de son collègue de Matane.

### **ARGUMENTS CONTRE MILITANT PLUTOT EN FAVEUR DE LA LOI**

La plupart des raisons qui ont été apportées par l’opposition ne sont au fond que des arguments en faveur de la loi. Elle n’est pas applicable, a-t-on dit, parce qu’il y a des familles trop pauvres pour envoyer tous leurs enfants aux écoles, parce que nous n’avons pas suffisamment d’écoles pour recevoir tous ceux qui sont en âge de scolarité, parce que les écoles sont à de trop grandes distances, parce que les livres coûtent trop cher. Si cet état de choses existe et il n’y a aucun doute qu’il existe on admettra qu’il faut le faire disparaître dans tous ces aspects d’importance majeure. La loi d’obligation scolaire, comme le disait Monseigneur le Cardinal, “nous fournira l’occasion d’étudier le mal plus à fond et d’intervenir par les moyens les mieux appropriés.”

Tout le monde comprend que nous ne pouvons pas rendre la fréquentation de l’école obligatoire si nous ne voyons pas à vêtir les pauvres pour s’y rendre, si nous ne nous organisons pas pour mettre un nombre de classes suffisant pour recevoir les enfants, si nous ne leur fournissons pas des maîtres ou des maîtresses pour tous les instruire, si nous laissons les écoles trop éloignées pour qu’ils puissent s’y

rendre ou, quand il y a impossibilité de rapprocher les écoles, si nous ne voyons pas à y faire transporter les enfants et si nous ne trouvons pas les moyens de rendre l'enseignement gratuit et les livres et le matériel de classe à la portée de tous. Mais, nous avons décidé de rendre l'instruction obligatoire parce que c'est le devoir de l'état de donner un minimum d'instruction à ses citoyens et ce devoir nous l'avons accepté avec toutes ses conséquences. Nous verrons à vêtir les pauvres s'il y a nécessité; nous rendrons gratuite l'admission à l'école primaire élémentaire; nous établirons, sans délai, je l'espère, la gratuité des livres; nous augmenterons le personnel enseignant, si nécessaire; au besoin nous bâtirons de nouvelles écoles ou nous centraliserons, là où cela sera jugé utile et possible, les écoles publiques et nous verrons à ce que les commissions scolaires organisent le transport gratuit à ces écoles centrales ou aux écoles d'arrondissements trop éloignés.

### REFORME FONDAMENTALE

L'obligation scolaire forcera donc le progrès rapide de notre enseignement public et c'est pour cela que je disais au début de mes remarques que cette loi était une réforme fondamentale, une réforme de base de notre instruction publique et, comme conséquence directe, de notre progrès national puisque l'instruction est la source principale de l'avancement moral et matériel d'un pays. Jules Simon qu'on a classé, à certaines époques de sa vie, comme un suspect mais qui est mort catholique, parlant de l'instruction, a émis cette pensée que les gens en charge de la direction des peuples ne doivent jamais oublier: "La richesse intellectuelle est, après la ver-  
"tu, le premier des biens; même au point de vue  
"économique c'est la plus productive."

## **GRATUITE DE L'ENSEIGNEMENT**

N'ayons donc pas peur de travailler à l'avancement de l'instruction. Puisque l'obligation est une réforme de base n'hésitons pas à l'accepter et servons nous des problèmes secondaires qu'elle suscitera pour donner à notre peuple le meilleur système d'enseignement qui est reconnu par la civilisation moderne. Pour faire entrer tous nos enfants dans nos écoles il faut leur en ouvrir la porte toute grande; c'est ce que nous faisons par la loi même d'obligation en établissant la gratuité de l'enseignement élémentaire. La loi d'instruction obligatoire donne donc déjà à nos populations pauvres la gratuité de l'école.

## **LA GRATUITE DES LIVRES**

Bientôt elle nous donnera la gratuité des livres. L'honorable député de Matane pour insinuer que notre loi n'était qu'un camouflage citait un discours du 16 février 1901 de M. Ernst Roy commentant une loi scolaire qui devait dans une année nous donner la gratuité des livres et il se gaussait des grandes espérances de l'ancien député de Montmagny tout comme si le gouvernement libéral du temps n'avait pas mis à la disposition des commissions scolaires des livres gratuits pour les premières années de l'école élémentaire. Des centaines de mille de ces manuels ont été distribués gratuitement et on ne peut pas dire que les libéraux du temps n'ont pas fait un effort généreux pour faire accepter le principe de la gratuité des livres. Il m'est inutile de m'attarder sur les causes qui ont permis au député de Matane d'en inférer que le gouvernement actuel n'était pas sincère dans son intention de rendre les livres des classes élémentaires absolument gratuits dans cette province. Je me permettrai seulement de lui rappeler que nous ne sommes plus en 1901 et qu'un gouvernement qui a le courage d'adopter une loi d'instruction obligatoire,

loi de contrainte, ne faillira certainement pas dans son devoir d'en adopter une de gratuité des livres qui ne saurait être qu'excessivement populaire parce qu'elle diminuera la dépense très importante qui est actuellement faite par tous ceux qui ont des enfants dans nos écoles.

### **L'UNIFORMITE DES LIVRES**

La gratuité des livres procédant de la gratuité de l'école et de l'instruction obligatoire nous conduira à l'uniformité des livres. En effet le gouvernement pour assurer l'économie dans l'impression des manuels n'en n'imprimera qu'un seul pour chaque matière dans nos deux grandes catégories d'écoles : l'école rurale et l'école urbaine. L'uniformité des livres gratuits dans les écoles élémentaires entraînera l'uniformité des manuels dans les grades supérieurs pour assurer le bon marché du livre devant être vendu au prix de revient par le gouvernement.

### **PROGRES TOTAL DE L'ENSEIGNEMENT**

De l'uniformité des livres découlera la réforme totale de notre enseignement. Je m'explique. La réduction du coût du livre de classe est une conséquence certaine de l'uniformité des livres mais cet avantage matériel, si désirable soit-il, n'est rien à comparer avec les profits indirects que le peuple retirera de l'uniformité des livres qui rendra possible l'amélioration rapide de notre enseignement. Lorsque nous aurons l'uniformité des livres tout le monde pourra savoir facilement ce qui s'enseigne et surtout ce qui ne s'enseigne pas dans nos écoles. Même avec la meilleure volonté du monde et avec la plus grande énergie intellectuelle qu'il soit susceptible à un humain de développer, il est impossible de se rendre compte des multiples modalités d'enseignement qui existent dans notre province. Les livres,

les manuels, les traités sont tellement variés que cela prend presque toute la vie d'un homme pour les lire. Comment veut-on qu'on puisse se former un jugement sain en face d'un fatras de méthodes de cette nature ? Si on avait voulu intentionnellement empêcher les gens ordinaires de s'occuper du progrès de l'enseignement on n'aurait pas mieux réussi à le faire qu'on l'a réalisé sans se le proposer en multipliant ainsi les livres de classes. Quand nous aurons l'uniformité des livres les méthodes deviendront uniformes et nous pourrons facilement connaître les imperfections de notre enseignement pour les corriger avec le moins de retard possible. La comparaison avec les pays aussi avancés ou plus avancés que nous sur certaines matières sera facile et l'amélioration générale de notre système d'enseignement se réalisera plus rapidement.

J'admets que l'instruction obligatoire par elle-même n'est pas un remède pour tous les maux mais il n'en reste pas moins que c'est une réforme de base et que nous pouvons en attendre une grande influence sur le perfectionnement de notre instruction populaire que nous avons tous à coeur. C'est pourquoi je ne saurais terminer mes remarques sans féliciter tous ceux qui ont contribué à l'établir dans nos lois et que j'ai mentionnés, en passant, au cours de mon discours.

### LES VETERANS DE L'OBLIGATION SCOLAIRE

Ma reconnaissance va d'abord aux soldats de la première heure dont je suis un des rares compagnons d'armes survivant pour rappeler que, quand on récolte les généreuses moissons, il ne faut pas oublier d'avoir un souvenir ému pour ceux qui ont péniblement labouré le sol et qui, sous le vent et la tempête, ont réussi à enfouir dans ce sol les semences fécondes. Je ne veux mentionner les noms de

personne, ni chez les morts, ni chez les vivants. Quant à ceux qui ne sont plus et qui furent de mes amis je les ai suffisamment connus pour savoir que, comme moi, ils ont fait leurs luttes non pas pour que leurs noms passent à la postérité mais parce qu'ils aimaient leurs concitoyens et parce qu'ils voulurent leur être utiles en travaillant à la réalisation d'une réforme qu'ils savaient être à la base de tous les progrès. Quant à ceux qui vivent encore, ils sont bien rares car la lutte dure depuis bien longtemps, la joie de réaliser qu'ils ont vécu assez vieux pour constater que leurs peines des premiers jours n'ont pas été inutiles et qu'ils n'ont pas jeté le bon grain du progrès sur une terre aride est une récompense suffisante de leur labeur patriotique.

### **LES MEMBRES DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE**

Mon deuxième témoignage de reconnaissance s'adressera aux membres du Conseil de l'Instruction Publique qui ont rendu possible l'adoption de cette loi. Notre population devra une éternelle reconnaissance surtout aux membres actuels de notre épiscopat. Ils ont fait preuve de la largeur de leurs vues sur le problème qui intéresse le plus l'avenir de notre race sur ce coin de terre du continent nord-américain. Ils ont fait voir qu'ils étaient prêts à marcher de pair avec le progrès moderne dans tout ce qui n'est pas contraire à nos croyances fondamentales et qui est susceptible de favoriser notre avancement intellectuel, moral et matériel. Honneur donc à eux tous, même à ceux qui ont hésité à se prononcer favorablement dès cette année sur cette loi parce qu'ils n'étaient pas encore entièrement convaincus que l'heure la plus propice pour la mettre en vigueur était arrivée.



## LE PERSONNEL DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Les officiers du département de l'Instruction Publique et leur chef dévoué ne doivent pas être oubliés au moment des félicitations. Ils ont noblement fait leur devoir. Ils n'ont pas craint de sortir des sentiers battus de la routine pour marcher dans la voie plus difficile parce que montante des réalisations nouvelles. Leur récompense sera de voir bientôt l'instruction publique de leur province aux fiers sommets qu'ils veulent atteindre.

## LE PARTI LIBERAL ET SON CHEF

Et, maintenant, il ne me reste plus qu'à remercier le grand parti libéral et ses dévoués députés demeurés fidèles à leurs nobles traditions. Lorsqu'on fera l'histoire politique de notre province leurs noms resteront attachés à cette histoire parce que la loi que nous votons en ce moment constituera un des points tournants du progrès de notre peuple. Et cet honneur d'avoir pu attacher leurs noms à un des principaux faits de nos annales publiques, ils le devront à l'esprit de progrès, à l'amour des siens et au courage sans défaillance du patriote distingué que nous avons comme chef et qui a décidé de servir sa province d'abord, ensuite et toujours, mon ami de coeur, l'honorable premier-ministre.

Non seulement il est l'ami personnel du député de Saint-Hyacinthe mais il s'est fait un apôtre de l'ancien député de ce comté dont il est un digne successeur. Il a non seulement prêché l'évangile d'Honoré Mercier, du père de l'instruction populaire, mais il a réalisé la réforme de l'instruction obligatoire qu'il proposait, il y a soixante ans, comme une mesure pouvant nous faire atteindre la prédominance dans notre pays. Il en prenait une forte dose de fidélité à nos principes et de détermination pour se décider à faire voter une loi de cette nature; cette

fidélité aux principes, cette détermination, notre chef les a eues. Nous en sommes tous fiers.

Personnellement, je l'en félicite et le remercie de m'avoir honoré jusqu'ici de sa confiance. Je lui ai donné en loyauté ce dont il a voulu me gratifier par sa confiance et je me suis toujours efforcé de lui rendre sa tâche si lourde, le moins lourd en lui aidant le plus possible. Ses adversaires ont accolé mon nom au sien dans la désignation du gouvernement actuel. Ils m'auraient fait un grand honneur s'ils n'avaient pas eu l'intention, je l'avoue, sans fausse humilité, de lui nuire en essayant de faire croire qu'il n'était pas à la hauteur de la position et en tâchant de faire rejaillir sur lui certains des préjugés que de mauvais esprits ont voulu soulever contre moi au cours de ma longue et tourmentée carrière publique. Notre premier-ministre cultivateur et il s'en glorifie, fait voir par la présente loi que non seulement il est toujours à la hauteur de la situation mais qu'il a pu accomplir plus qu'aucun de ceux qui l'ont précédé pour l'amélioration des conditions d'existence de son peuple; il restera dans l'histoire comme le modèle des hommes publics qui ne craignent pas de prendre des attitudes osées pour guider les populations vers le progrès réel.

Les gens de l'Union Nationale peuvent continuer à joindre mon nom au sien. Ce sont deux noms éminemment respectables, les noms de deux Canadiens d'origine française qui n'ont pas craint d'affronter les préjugés populaires pour s'attaquer à la solution de problèmes essentiels au salut de la nation, et cela même si, dans le but de servir la masse de leurs compatriotes, il leur a fallu affronter les forts et s'exposer aux invectives de la petite politique.

L'homme qui veut faire son devoir envers les siens ne s'occupe pas de ces ennuis temporaires;

ce ne sont que les chardons irritants mais non mortels de la vie publique ; il voit plus loin et il voit plus haut comme l'a fait le chef du gouvernement actuel pour sa plus grande gloire et pour le plus grand bien de son pays.

